



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation au Tchad suite au décès d'Idriss Déby

Question écrite n° 38542

Texte de la question

M. Hugues Renson attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur les conséquences diplomatiques et militaires du décès d'Idriss Déby, Président de la République du Tchad, survenu le 20 avril 2021. Le Tchad est un allié militaire historique de la France dans la région du Sahel, puisqu'il s'est engagé dès 1986 dans l'opération « épervier » puis en 2014 dans l'opération « Barkhane » qui vise à contenir la menace djihadiste dans cette région, et dans laquelle la France est fortement engagée. La capitale N'Djamena est l'un des centres de coordination les plus importants de l'opération et permet de mener des actions efficaces sur le terrain. En outre, le Tchad est actuellement le pays qui contribue le plus à la force conjointe « G5-Sahel » avec environ 1 850 soldats sur les 6 000 qui la composent. Les Tchadiens sont aussi depuis toujours parmi les plus engagés au sein de la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), ils y représentent près de 1 500 hommes sur 13 000 casques bleus. Si le Tchad venait à limiter ses engagements, une déstabilisation pourrait être observée dans le nord du Mali. Conscient que Mahamat Idriss Déby, fils du défunt Président, a été nommé à la tête d'un conseil militaire de transition, il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement, pour accompagner une transition politique la plus démocratique possible au Tchad, tout en conservant la force militaire que ce pays peut apporter dans le cadre de l'opération « Barkhane » essentielle à la stabilité du Sahel.

Texte de la réponse

Le partenariat entre la France et le Tchad est solide et étroit : le Tchad est un partenaire actif dans la lutte contre le terrorisme par son engagement au sein de la Force conjointe du G5 Sahel, de la mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de la Force multinationale mixte. L'offensive rebelle menée par le Front pour l'alternance et la Concorde au Tchad (FACT) et la mort du chef d'État, Idriss Déby Itno, ont ouvert une période d'incertitudes pour le pays. Une déstabilisation durable du Tchad entraînerait inévitablement de graves conséquences pour une région déjà fragile. La France est fermement attachée à la stabilité et à l'intégrité territoriale du Tchad, notamment face à la menace des groupes armés en provenance de Libye, et des groupes terroristes actifs dans le Sahel et le bassin du Lac Tchad. Elle soutient une transition pacifique, inclusive et d'une durée limitée, s'appuyant sur un gouvernement civil d'union nationale et sur le dialogue avec l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile, en vue d'aboutir à des élections libres et transparentes. À ce titre, la France a salué la nomination d'un Premier ministre civil et d'un gouvernement de transition composé en partie de membres de l'opposition, ainsi que la création d'un ministère de la Réconciliation nationale et du Dialogue. Elle a salué également la décision des nouvelles autorités d'honorer l'ensemble des engagements internationaux du Tchad, y compris militaires. La France appelle les autorités tchadiennes à poursuivre leurs efforts d'ouverture, notamment dans le cadre de la mise en place prochaine du Conseil national de Transition, qui devra inclure la jeunesse et la société civile. Elle restera attentive au respect des droits de l'Homme et de l'État de droit, en particulier à l'exercice de la liberté de manifestation. La France participe aux efforts internationaux visant à accompagner le pays dans cette transition. Elle soutient l'initiative de l'Union africaine en ce sens et encourage tous les partenaires du Tchad à se mobiliser pour l'aider à surmonter les importants défis

auxquels il fait encore face. Concernant la transformation de notre dispositif militaire au Sahel, le Président de la République a rappelé lors du sommet du G5 Sahel le 9 juillet que nous resterons engagés et que la lutte contre le terrorisme demeure une priorité commune. Nous restons engagés aux côtés des armées sahéliennes pour renforcer leurs capacités. S'agissant du Tchad, le transfert futur du commandement de notre dispositif au Niger se fera en maintenant notre présence militaire au Tchad.

Données clés

Auteur : [M. Hugues Renson](#)

Circonscription : Paris (13^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 38542

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : [Europe et affaires étrangères](#)

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 28 juin 2021

Question publiée au JO le : [27 avril 2021](#), page 3576

Réponse publiée au JO le : [2 novembre 2021](#), page 7980